

Le contenu du futur musée de l'Histoire de France en débat

Par Pascale MOLLARD-CHENEBOIT

PARIS, 20 juin 2009 (AFP) - La réflexion sur le site du futur musée de l'Histoire de France progresse mais la question de son contenu reste entière, suscitant des débats parfois vifs, comme l'a montré un colloque organisé les 18 et 19 juin à Paris.

Le président Nicolas Sarkozy a annoncé le 13 janvier à Nîmes son intention de créer un musée de l'Histoire de France, pour "renforcer l'identité qui est la nôtre, l'identité culturelle".

"Ce qui m'inquiète, c'est ce qu'on va mettre dedans, quelle histoire", a déclaré vendredi Laurent Gervereau, président du Réseau des musées de l'Europe, lors du colloque "Lieux de mémoire, musées d'histoire" organisé par l'Institut national du patrimoine et la Cité de l'Architecture.

"Un des fils rouges de cet établissement pourrait être la construction de l'Etat nation", a estimé Hervé Lemoine, auteur d'un rapport sur la question remis en 2008 à la ministre de la Culture Christine Albanel.

Il ne s'agira "pas de prendre au premier degré les images d'Epinal de notre Histoire mais de se demander pourquoi elles ont été faites ou défaites", a ajouté le directeur du musée des Monuments français.

"Faire un Malet-Isaac en salle serait catastrophique et réactionnaire", a affirmé pour sa part M. Gervereau. Ces manuels, lancés dans la première moitié du XXème siècle, ont enseigné l'Histoire de France à des générations d'élèves.

Pour Charles Personnaz, administrateur civil qui suit le dossier, "autant l'échelon local ne pose pas de problème, autant parler de l'échelon national en est un car il y a eu une remise en cause très forte de l'Etat nation pour des raisons sans doute légitimes parfois". "C'est là où le problème est le plus noué, là où le futur conseil scientifique du musée aura le plus de travail", a-t-il estimé.

Lors du débat, un participant se présentant comme enseignant s'est déclaré totalement hostile à ce projet qui constitue, selon lui, "une arme idéologique du sarkozysme".

L'historien Dominique Borne pense pour sa part qu'"on a encore besoin d'une Histoire de France". Evoquant les jeunes dont les grands-parents sont nés au Maghreb, il s'est demandé comment "faire entrer dans l'Histoire de France des Français qui ne se sentent pas dans cette Histoire, comment leur faire comprendre qu'ils habitent en France". L'histoire de l'immigration n'est pratiquement pas enseignée, a-t-il relevé, ajoutant que le musée "pourrait être un lieu de débats".

L'historien Jean-Pierre Rioux, qui a remis en mai à Mme Albanel un rapport -non public- sur les sites possibles pour ce musée, estime qu'"il faut partir de la demande d'histoire de ce pays et de l'état d'esprit des publics que l'on va y convier".

Désireux de "mettre les pieds dans le plat", Elie Barnavi, président du musée de l'Europe, a estimé que "tout musée collectif est identitaire et idéologique et que si on ne l'assume pas, il vaut mieux ne pas le faire".

"Un récit de l'Histoire de France est encore possible", a conclu la directrice des musées de France, Marie-Christine Labourdette. "Ce sera un discours problématisé, intégrant les discontinuités. Le rôle du conseil scientifique sera déterminant", selon elle.

Mme Albanel a proposé récemment à M. Sarkozy deux sites -non révélés- sur les cinq mis en avant par le rapport Rioux (Invalides, Fontainebleau, Grand Palais, Palais de Chaillot et Vincennes). Il faut pour ce musée "un bâtiment majestueux, donnant un sentiment de grandeur, de sublime", a précisé Mme Labourdette.

AFP